

Elections régionales: Les têtes de liste en débat à Nogent-sur-Marne

Le Forum politique nogentais et notre confrère 94 Citoyens ont organisé, mercredi soir à Nogent, un débat entre les têtes de listes départementales aux élections régionales. Une soirée sérieuse et de bonne tenue réunissant 300 personnes, avec des idées politiques exprimées clairement par tous les candidats. «Je suis heureux que ce débat puisse avoir lieu mais il est difficile de relancer cette campagne telle qu'on l'a arrêtée le 13 novembre», a commencé Pierre Serne, vice-président sortant de la région, et tête de liste pour EELV. «On doit garder cet esprit d'union nationale dans la campagne. Mais la démocratie, c'est aussi le débat. Et on a besoin d'actes forts des politiques», a déclaré pour sa part, Christophe Maximilien, tête de la liste DLF 94. De son côté Laurent Lafon, tête de liste UDI-LR-MoDem, a indiqué : «Nous sommes tous choqués. Mais il faut montrer que nous sommes un pays démocratique qui sait faire fonctionner ses institutions» Une absence a été très remarquée, celle de Julien Dray, vice-président sortant, et tête de liste des socialistes. Il a appliqué à la lettre la consigne de son parti visant à interrompre la campagne du PS jusqu'à l'hommage national aux victimes ce 27 novembre. Les absents ont toujours tort, et les oreilles de M. Dray ont dû siffler ce mercredi soir, car nombre de ses concurrents ont critiqué le vide laissé. «Je regrette l'absence du candidat du PS, a dit M. Lafon, applaudi par la salle. Il aurait été utile que l'exécutif soit présent pour défendre son bilan. L'absence de M. Dray ressemble à une dérobade.» Côté FN, Dominique Bourse-Provence a brocardé ce candidat qui a «tiré un Dray sur cette manifestation» et qui fait «peu de cas de la citoyenneté et de la camaraderie». «Il se drape comme celui qui a le plus de chagrin dans la nation sans penser que les autres en ont tout autant. Je trouve cela indélicat», a grondé M. Bourse-Provence.

Auplan des idées et des programmes, c'est M. Serne qui a ouvert le feu sur un dossier qu'il connaît à la perfection : les transports. «Les transports, premier budget régional, est une question complexe, a-t-il dit. Nous avons hérité de l'Etat un réseau très vétuste, souffrant de sous-investissement pendant 40 ans, tous les crédits allant à la grande vitesse. Nous rattrapons ce retard. Mais nous sommes dans la période la plus tendue, celle où l'on fait les travaux qui créent par ailleurs des dysfonctionnements supplémentaires. Les résultats ne sont pas encore visibles, ils le seront bientôt. Les transports constituent l'axe majeur d'aménagement du territoire du Val-de-Marne.» En racontant qu'il avait mis 1h05 en voiture pour venir de Thiais à Nogent, soit 9 km, M. Maximilien a dit ses priorités : transports, circulation, sécurité et fiscalité. «Les impôts ne doivent pas augmenter, il faut éviter la dépense.» Or la dépense, pour lui, c'est le Grand Paris Express, grande ligne de transport lourd, défendu becs et ongles par M. Serne, mais dont M. Maximilien estime qu'il est trop coûteux. Il propose une rénovation des rames et des lignes de tramway, mesures, selon lui, plus rapides et meilleur marché. M. Lafon a soulevé quelques questions – déplacements, emploi, logement, aménagement – pour lesquelles il estime que la gauche n'a pas fait les bons choix et a accumulé les retards. A noter que M. Lafon est le seul candidat qui a mis en

débat la question essentielle du déséquilibre Est/Ouest de l'Île-de-France. On le sait, les logements sont à l'Est, et les emplois à l'Ouest, provoquant des migrations coûteuses en temps et en argent, détériorant les conditions de vie et de travail. C'est une question ancienne et prégnante mais qui ne trouve toujours pas de réponse satisfaisante.

Chef de file pour le Front de Gauche, Fabien Guillaud-Bataille, qui a indiqué au passage qu'il avait travaillé 9 ans au cabinet de Pierre Gosnat, ancien maire (PCF) d'Ivry, s'est félicité que, «enfin», le gouvernement ait abandonné «l'esprit calculette» pour véritablement investir dans le service public de la police, et des services de sécurité. Au demeurant, M. Guillaud-Bataille a mis en garde contre «l'amputation» de 140 M€ de l'APHP. «Si par malheur, les terroristes s'étaient faits exploser au milieu des spectateurs au Stade de France, les urgences n'auraient pas pu faire face à la situation.» Rebondissant sur une réflexion de M. Maximilien critiquant un Grand Paris «pharaonique», M. Guillaud-Bataille a répondu avec esprit : «On nous ressert du pharaonique, en oubliant que les pyramides sont toujours là.» Les interventions de M. Bourse-Provence ont été souvent à la fois huées et applaudies. Avec un délicieux paradoxe : il a été hué par la partie droite du public (où se trouvaient des écologistes) et applaudi dans la partie gauche (où se trouvaient un certain nombre de ses partisans).

Mais il en fallait davantage pour déstabiliser le candidat du FN : «Le bilan régional est catastrophique, a-t-il tonné. Le PS a toujours laissé des ardoises, que ce soit dans les villes, les départements, les régions, ou l'Etat. Il est toujours généreux avec l'argent des autres, celui des contribuables.» M. Bourse-Provence a critiqué aussi le «clientélisme» des 4.000 associations subventionnées par la région. Il a proposé la création d'une banque régionale car les entreprises manquent, selon lui, de fonds propres. Dénonçant à l'envi «l'énorme déficit» en matière de sécurité dans les transports, il a suggéré de mettre un «officier de police» dans toutes les gares franciliennes. Et il a établi un lien entre «insécurité» et «fraude», qui «procèdent de la même logique». Applaudi par ses partisans, il fut hué par les militants écologistes. Prenant la parole sur le logement social, M. Lafon a expliqué la position de Valérie Pécresse, chef de file régionale. «Il faut rééquilibrer l'implantation du logement social sur le territoire. Il n'est pas déraisonnable de ne plus aider les villes qui ont 35%, voire 45% de logements sociaux et d'aider celles qui ont pour objectif le pourcentage légal de 25%. C'est une question d'équilibre», a insisté le maire (UDI) de Vincennes. M. Lafon a déploré par ailleurs que le logement intermédiaire ne soit plus aidé par la région depuis 2011, alors qu'il constitue un maillon essentiel du parcours résidentiel. M. Lafon a soulevé aussi la question cruciale de l'aménagement des gares du Grand Paris Express en respectant l'équilibre emploi/habitat. «Il faudra être vigilant sur le fait que ce ne soit pas l'Etat qui ait la main sur l'aménagement de ces gares mais que ce soit, d'abord et avant tout, les collectivités.» Critiqué par M. Maximilien et par M. Bourse-Provence, le Grand Paris Express a été vivement défendu par M. Serne. «Arrêter la conception et la réalisation de la ligne 15 serait un catastrophe pour l'emploi (des personnes sont déjà en formation), pour l'aménagement de l'Île-de-France et pour les voyageurs», a-t-il dit. M. Serne a expliqué que le tronçon central du RER A, conçu pour 750.000 voyageurs/jour, en accueille 1 million. Le système perd beaucoup de temps, et donc s'engorge simplement parce que les voyageurs en nombre mettent du temps à monter et à descendre. «Or a-t-il expliqué, il faut cette rocade du Grand Paris Express qui permettra de désaturer les lignes du RER

(suite en page 14)

Régionales: ***Débats croisés à Nogent sur-Marne***

(suite de la page 13) Et comme le Val-de-Marne dispose de cinq lignes de RER, elle seront allégées par le Grand Paris Express.» Reste une question propre à la région, la formation professionnelle. Ancien syndicaliste, M. Bourse-Provence n'a pas mâché ses mots. «Cette formation est coûteuse et très peu efficace. Son organisation est tordue, liée au syndicalisme patronal et ouvrier, avec des mélanges de genres. Il faut mettre l'apprentissage à 14 ans, avec un tuteur, pour éviter aux jeunes un collègue qui ne forme pas», a martelé le candidat frontiste. Et il a cité un vivier de 200.000 artisans qui pourraient, sous certaines conditions, former une grande partie des jeunes. Rebondissant sur cette question de la formation professionnelle, M. Lafon a proposé d'ouvrir les Centres de formation des apprentis aux adultes, et pourquoi pas aux seniors : une bonne idée. **HG**

Nogent-sur-Marne/Métiers d'art.

Le sixième Salon de l'artisanat et des métiers d'art a lieu aujourd'hui vendredi et cette fin de semaine à La Scène Watteau. Ce rendez-vous culturel permet de trouver des pièces singulières en mobilier, décoration, luminaires, bijoux ou encore arts de la table. Ce salon rassemble une cinquantaine d'exposants, dont la majorité y participe pour la première fois. Le salon de Nogent bénéficie du soutien de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Val-de-Marne, des Ateliers d'art de France et de l'Association d'art et de métiers.

Choisy-le-Roi. C'est la fin de chantier, ce vendredi 27 novembre, d'une opération de 66 logements en accession sociale et commerces, répartis en deux immeubles de 6 étages. S'inscrivant dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain du quartier Brian-Pelloutier qui accueillera à terme 375 logements, cette opération se caractérise par sa façade légère revêtue de bois posée à claire-voie. Mise au point par l'agence d'architecture et urbanisme Philippon-Kalt, cette façade enveloppe chacun des deux bâtiments, suit les plis et développés, et devient persienne coulissante devant les fenêtres. Légère avec ses 30 centimètres d'épaisseur, cette façade est performante (Effinergie -30%).

Le Kremlin/Syrie. Jean-Luc Laurent a approuvé la prolongation de l'intervention des forces françaises en Syrie lors du vote à l'Assemblée nationale mercredi dernier. «Cette action militaire n'obtiendra pas de résultat sans une grande coalition contre Daech qui mette fin à la guerre des factions et aux affrontements entre parrains régionaux ou mondiaux. Sur la base de la résolution votée aux Nations Unies, le président de la République essaie de bâtir cette grande coalition et je le soutiens», explique le député-maire (MRC) du Kremlin-Bicêtre. En votant pour la prolongation de l'engagement militaire en Syrie, M. Laurent qualifie d'«inacceptables» les propos tenus par un maire adjoint, Atef Rhouma, porte-parole du groupe d'élus et de l'association Convergence Citoyenne Ivryenne lors du conseil municipal d'Ivry : «Daech attaque la France parce que la France l'attaque.» «Ces propos nous rappellent que pour une partie de l'extrême gauche la France est coupable, Daech riposte et réagit à l'agression. Dans un pays en deuil, au moment où les familles enterrent leurs morts, ces propos qui justifient, légitiment et excusent le terrorisme, et qui transforment les assassins en victimes sont inacceptables», ajoute M. Laurent.

Codev/CCI94. Dominique Giry, président du Conseil de développement du Val-de-Marne (Codev), et Gérard Delmas, président de la CCI lancent aux acteurs val-de-marnais un appel : «Faisons Métropole». Il s'agit de co-construire un projet métropolitain autour de l'attractivité et de la durabilité du Grand Paris et de fonder un Codev de la Métropole du Grand Paris à plusieurs échelles, pour donner corps à une «citoyenneté métropolitaine». «Faisons Métropole» est, plus largement, un outil au service de l'ensemble de la société civile du Grand Paris, pour qu'elle puisse peser dans les débats sur la future métropole et participer à sa construction. Lors de l'assemblée du Codev, les élus présents ont réagi et débattu avec les membres du Codev. Par exemple, Jean-Luc Laurent, député-maire du Kremlin-Bicêtre, a porté l'urgence d'une politique métropolitaine propice à un redéveloppement industriel. Et M. Delmas a illustré l'importance d'une co-construction des projets: chaque année, les mutations du tissu économique représentent l'équivalent d'une superficie correspondant à la moitié d'une ville comme le Kremlin.

St-Maur / Sédif. Le Syndicat des eaux indique que le conseil municipal de St-Maur-des-Fossés (75.000 hab.) a voté le 19 novembre son adhésion au syndicat. Après 7 communes du Val

d'Oise en janvier 2013, St-Maur devient la 150e commune adhérente. Selon le syndicat, dans la perspective du Grand Paris au 1er janvier 2016, les élus locaux «confortent les outils intercommunaux comme le Sédif». Dans le même esprit, le partenariat entre grands services d'eau de la région se construit progressivement, à l'image du choix du Syndicat de la Presqu'île-de-Gennevilliers, qui regroupe 10 communes (Asnières, Bois-Colombes, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, La Garenne, Nanterre, Rueil, Suresnes et Villeneuve la Garenne), de diversifier son approvisionnement avec l'eau nanofiltrée du Sédif dès 2018.

Arcueil/Gentilly. Dans son intervention lors de la mise en service du premier réseau de chaleur géothermique, le maire (EELV) d'Arcueil, Daniel Breuiller, a déclaré que «le recours à une énergie renouvelable produite localement par rapport à une énergie fossile, comme le pétrole ou le gaz, est aussi un moyen de sortir des conflits géo-stratégiques liés à l'exploitation de ces énergies fossiles qui génèrent des injustices et des tensions au niveau mondial.»

St-Mandé. Un voyage musical dans le temps a lieu demain samedi 28 novembre salle des fêtes à 20h30. Dans le cadre des cérémonies du centenaire de la Première Guerre mondiale, les Concerts proposent de revivre cet événement. Sous la direction d'Antonin Rey, seize musiciens, amateurs et professionnels, interpréteront des œuvres de Gounod, Bizet et Geist en habits d'époque – une tenue que le public est également invité à revêtir. Ce concert se fait en référence à l'histoire de la ville. Car, en 1919, la ville décidait d'adopter Ville-en-Tardenois, village de la Marne lourdement touchée par les combats de la Première Guerre mondiale. La commune et ses habitants se mobilisèrent pour sa reconstruction. C'est ainsi, par exemple, qu'en février 1920, les concerts Saint-Mandéens donnèrent un concert au profit de Ville-en-Tardenois.

Vitry. Une pétition vient d'être lancée pour sauver la librairie-papeterie «Plein-Ciel». Le départ à la retraite de son gérant la met en grand danger.. «Sans Plein-Ciel, nous perdons tous quelque chose : presse, papeterie, fournitures scolaires, livres et, de fait, un accès à l'information et à la culture. La perte de ce commerce veut aussi dire des suppressions de postes des cinq salariés actuels», soulignent les pétitionnaires qui appellent les pouvoirs publics et les organismes d'aides à leur apporter un «soutien fort». Ils estiment qu'une librairie-papeterie dans leur ville est «indispensable».